

« Avant-propos »

Jean-Marie Bouissou

*Études internationales*, vol. 30, n° 1, 1999, p. 5-8.

Pour citer ce document, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/703989ar>

DOI: 10.7202/703989ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [info@erudit.org](mailto:info@erudit.org)

## Avant-propos

Au-delà de la fameuse formule selon laquelle il serait « un géant économique mais un nain politique », le Japon semble poser un problème de fond aux analystes des relations internationales. Au demeurant, ce problème ne semble pas concerner que les relations internationales : pour Karel van Wolferen, il y aurait une « Énigme de la puissance japonaise », comme il y aurait une « énigme de la politique extérieure du Japon » pour Inoguchi Takashi... Au cœur de « l'énigme », il y a le constat que la politique extérieure du Japon peut être analysée, de manière totalement contradictoire (du moins en apparence), comme une politique de faiblesse et d'effacement pour les uns et comme une politique têtue de puissance pour les autres.

À y mieux regarder, cette supposée énigme n'est rien de plus que le produit de l'insuffisance intrinsèque de la théorie réaliste des relations internationales et du fait qu'elle domine néanmoins le discours sur la relation du Japon au monde. Cette domination tient à l'importance énorme des enjeux politiques et économiques qui sont attachés à ce qu'il est convenu d'appeler « la relation bilatérale la plus importante du monde » entre Washington et Tokyo. Bien que cette relation, poursuivie sur plus d'un demi-siècle, puisse aujourd'hui s'analyser globalement de manière non réaliste comme un « régime », dans le détail elle n'en est pas moins un tissu de conflits d'intérêts dont la logique est celle du réalisme. Le discours dominant des commentateurs tend d'autant plus à s'y conformer qu'ils sont souvent proches des décideurs, comme les « révisionnistes » aux États-Unis et les néo-nationalistes au Japon.

Il est vrai que ces conflits dans le champ nippo-américain tendent aujourd'hui à opposer de plus en plus des coalitions d'intérêts transnationales plutôt que les deux États ès qualités. On peut donc espérer que le discours dominant finira pas laisser plus de place à des analyses du type libéral, pour lesquelles ce numéro spécial ambitionne de proposer quelques pistes. Dans mon article, je suggère d'utiliser – en les combinant plutôt qu'en les opposant – outre la théorie des régimes, une approche cognitive qui opérerait un tri dans la masse des discours « culturalistes » primitifs, ou encore « le paradigme de la puissance régionale ».

C'est ce dernier paradigme qu'explore Takahashi Susumu, en combinant l'approche cognitive et celle par les contraintes géostratégiques. Remontant à l'ère Meiji, il souligne combien les dirigeants japonais avaient une vision « primitivement réaliste » du monde, doublée d'une conception hiérarchique de l'ordre des nations. Pour eux, élever le Japon dans cette hiérarchie était la raison d'être de la politique extérieure. Le jeu des rapports de forces nulles était son moyen naturel, et la force armée prévalait sur tout autre instrument.

Mais cette conception s'est immédiatement heurtée à une réalité géostratégique dont l'archipel n'a jamais pu s'affranchir. Le statut de « puissance régionale », auquel il accède après sa victoire sur la Russie en 1905, lui interdit

de s'assurer une position stable. Il le condamne à l'usage le plus brutal de la force envers les peuples d'Asie, qui ne peuvent accepter ses prétentions à la supériorité et à des abaissements répétés face aux puissances mondiales, qui s'arrogent un droit de regard sur ses entreprises. Le mélange de frustration et de rancune qui en découle pèse toujours sur ses relations avec l'Asie.

Après 1945, son accoutumance au réalisme permet au Japon de trouver aisément sa place dans l'ordre de la guerre froide : celle de « puissance régionale subordonnée ». Il institutionnalise les contraintes liées à ce statut et les intériorise jusqu'à en faire un élément de son identité nationale (Jean-Marie Bouissou). Mais cela l'empêche de devenir une « puissance moyenne » comme l'Allemagne, capable de défendre ses intérêts avec ceux des pays de moindre rang. Ses velléités d'échapper à « la malédiction de la puissance régionale » par en haut, en devenant une « grande puissance déterritorialisée » (Jean-Marie Bouissou) semblent bien incertaines pour compenser l'absence d'un enracinement régional comparable à celui de l'Allemagne.

L'article de Kawasaki Tsuyoshi prolonge la réflexion sur la subordination et le réalisme par l'analyse d'une autre « énigme » : pourquoi les Japonais, dans les dures négociations commerciales qui les ont opposés aux États-Unis depuis 1989, ont-ils « servilement » adopté le point de vue américain en considérant leurs excédents comme une anomalie qu'ils devaient corriger ? Parce que les deux parties partageaient une vision réaliste des relations économiques internationales. Évidente dans le mercantilisme pur et dur de Clinton, cette vision sous-tend aussi plus subtilement l'approche « transnationale » de l'administration Bush. Cette dernière repose sur l'idée d'un jeu dont la somme sera positive si les « bonnes forces internationalistes » d'Amérique et du Japon s'unissent. Mais elle débouche sur une lutte politique contre les élites nippones au pouvoir, pilier des « forces nationalistes mauvaises ». Pour celles-ci (qui commandent la négociation) il s'agit donc bien d'un jeu à somme nulle. Le réalisme reprend tous ses droits. Il domine le discours des deux parties, jusque sous les formes extrêmes du « révisionnisme » aux États-Unis et du néo-nationalisme au Japon.

Mais ne peut-on pas penser que cette logique commune, bien qu'elle nourrisse des tensions perpétuelles entre le Japon et les États-Unis, contribue en définitive à la solidité de leur relation bilatérale ? Car si on conceptualise celle-ci comme un « régime » (Jean-Marie Bouissou), le fait que les deux partenaires partagent la même vision de l'ordre du monde renforce la prédictabilité de leur conduite mutuelle.

L'étude proposée par Éric Seizelet sur les relations du Japon avec la Corée du Nord présente un cas d'école de l'enchevêtrement des causalités, des enjeux et des acteurs qui rend parfois la diplomatie japonaise difficile à déchiffrer. Le Parti socialiste, soutien résolu de Pyongyang et organe essentiel de la diplomatie officieuse, l'association *Chôsen sôren* des Coréens du Japon et des députés du Parti libéral-démocrate (gouvernemental) empiètent sans cesse sur les prérogatives du ministère des Affaires étrangères. Leurs motivations

sont parfois à chercher dans le contexte local d'une seule circonscription électorale, voire la corruption. Par ailleurs, la relative faiblesse des enjeux et l'indifférence de l'opinion permettent de manipuler sans risque les relations avec la Corée du Nord à des fins de politique intérieure. C'est notamment le cas depuis l'avènement des gouvernements de coalition (1993), qui a donné droit de regard à de nouveaux acteurs sur l'élaboration de la diplomatie. Les néo-nationalistes les utilisent pour faire avancer le renforcement des forces armées japonaises, et le PLD pour obtenir des socialistes qu'ils assouplissent leur position sur ce point... Mais si l'objet est complexe, il n'en est pas « énigmatique » pour autant, et tous les ressorts à l'œuvre dans la relation entre Pyongyang et Tokyo sont familiers à l'analyste.

Pour sa part, Tsuboi Yoshiharu étudie le cas de la politique vietnamienne de Tokyo. Tout en soulignant qu'elle repose sur une solide base réaliste – « l'importance » qu'il faut « reconnaître » au Viêt Nam est fonction de sa capacité à contrecarrer les ambitions chinoises vers une Asie du Sud-Est où les intérêts japonais sont considérables –, il attire l'attention sur trois points. D'abord, la diplomatie nippone est beaucoup plus capable qu'on ne le prétend parfois de tracer sa propre ligne indépendante de Washington. Ensuite, les élites conservatrices et le parti gouvernemental lui-même sont divisés sur les questions touchant l'action internationale. Enfin, après le gel pendant la décennie de la « seconde guerre froide » (1979-1989), la reprise d'une politique active d'aide à Hanoï s'accompagne d'un « boom vietnamien » dans l'opinion japonaise, qui témoigne d'une évolution en profondeur : l'évolution des relations entre l'archipel et l'Asie vers une forme embryonnaire de « régime » ou – pour l'évoquer sous l'angle de l'approche cognitive et en termes plus spécifiques à la culture japonaise (mais nullement « énigmatiques ») – vers l'inclusion de l'Asie dans « le champ du *mura* » (Jean-Marie Bouissou).

Frank Langdon brosse pour terminer le tableau des problèmes auxquels l'action extérieure du Japon est aujourd'hui confrontée sur le théâtre asiatique. Si la plupart des acteurs conservent une position très « réaliste », voire va-t-en-guerre dans le cas du Congrès américain ou de certains politiciens japonais, l'évolution de la situation depuis les crises de 1996-1997 dans le détroit de Taïwan laisse pourtant percevoir les prémisses de ce qui pourrait être, au-delà du « partenariat stratégique » proclamé lors de la visite du président Clinton en Chine en 1998, un nouveau « régime » sino-américain. Le Japon aurait en principe tout lieu de s'en réjouir, dans la mesure où cette évolution participerait de cette « sécurité globale » à la logique plutôt « libérale » dont il prétend faire le fondement de son action internationale. Mais en réalité, Tokyo s'inquiète – d'une manière fort « réaliste » – du risque de se retrouver en position de faiblesse dans une relation triangulaire fondée sur les rapports de forces. L'extension en cours du champ de sa coopération militaire avec les États-Unis est le moyen – là encore, fort « réaliste » – de rétablir l'équilibre. Mais dans le même temps, Tokyo poursuit une politique d'aide aux pays de l'Asie en crise beaucoup plus active qu'on ne le dit souvent, qui elle aussi porte en germe la possibilité que ses relations avec eux s'établissent dans le futur sur le mode du

« régime ». Tant il est vrai qu'en matière de relations internationales, des logiques diverses peuvent être à l'œuvre en même temps et sur le même espace – et que la théorie se doit d'en rendre compte. Quitte à voir disparaître une pseudo-« énigme »...

En terminant, je tiens à remercier le professeur Gérard Hervouet qui a pris l'initiative de ce numéro, toute l'équipe de la revue qui a toujours gardé son sang-froid face aux retards accumulés de mon fait, et Mlle Masami Otsu, qui a bien voulu assurer les traductions du japonais.

Jean-Marie BOUISSOU